

Discours prononcé à la Grande Assemblée Nationale de la République Socialiste de Roumanie, 15 mai 1968

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

La réception solennelle, que votre grande Assemblée Nationale me fait l'honneur de me réserver, met en pleine lumière les éléments fondamentaux des rapports entre nos deux pays dans la situation mouvante où se trouvent aujourd'hui, d'une part notre Europe et, d'autre part, le monde tout entier.

A vrai dire, à la base des rapports franco-roumains, quel qu'ait été le cours de l'Histoire, il y eut toujours le sentiment d'une communauté profonde des intérêts et une amitié donnée une fois pour toutes. Car, sur un continent peuplé essentiellement de Latins, de Germains et de Slaves, nous, Français, sommes depuis l'origine les champions de l'Occident et vous êtes la "Romania" !

Rien n'est donc plus naturel que les liens de l'esprit, du cœur et de l'action qui se sont longuement établis entre nos deux peuples, liens en vertu desquels vos anciennes Principautés recherchèrent et obtinrent jadis l'aide de la France royale pour sauvegarder leur substance matérielle et spirituelle, puis se pénétrèrent des idées de liberté, d'égalité et de fraternité qui inspiraient la grande Révolution, enfin trouvèrent, pour s'affranchir et s'unir au temps d'Alexandre Cuza, le concours du gouvernement de Napoléon III. Ce sont les mêmes liens qui, au cours de la Première Guerre mondiale, amenèrent votre pays à combattre aux côtés de la République française et, moyennant de dures épreuves, à prendre part à la victoire commune ; après quoi, il vit ses hommes d'Etat, notamment Titulescu, jouer dans la vie de l'Europe d'alors un rôle de premier plan avec l'appui de Paris. Aujourd'hui, ce sont les mêmes liens, qui, dans le but de réparer les conséquences des bouleversements infligés à notre continent par la guerre que déclencha le Reich, de remédier à la division de l'Europe telle qu'elle fut accomplie à Yalta, de mettre un terme au système des deux blocs, conduisent la Roumanie et la France à se retrouver côte à côte.

Certes, les conditions dans lesquelles elles sont respectivement placées à l'intérieur d'elles-mêmes et au-dehors ne laisse pas d'être différentes. De là, chez vous et chez nous, des régimes politiques et économiques qui, présentement, ne se ressemblent pas. Mais, en dépit de cette diversité, ce sont les mêmes mobiles qui animent nos deux peuples et qui, se conjuguant avec une sympathie naturelle et multiséculaire, les portent à agir en commun.

En premier lieu, Roumains et Français, nous voulons être nous-mêmes, c'est-à-dire, suivant le mot d'Eminescu : "l'État national et non l'État cosmopolite". Non point que nous nous refusions, soit à nouer avec d'autres les relations privilégiées que peuvent nous recommander les voisinages géographiques, les événements historiques et les données économiques, soit à souscrire à certains engagements internationaux concernant le progrès ou la sécurité du monde, soit à espérer qu'un jour, par consentement général, l'Humanité en vienne à s'organiser de telle sorte que soient assurées à tous la justice et la paix. Mais, c'est à la condition que notre destin, notre route, notre politique soient les nôtres. Cela, non point seulement pour cette raison élémentaire qu'il nous paraît satisfaisant d'être les maîtres chez nous, mais aussi parce que nous croyons que ce sont les nations, chacune avec son âme et son corps bien à elle, qui constituent, en fin de compte, les éléments irréductibles et les ressorts indispensables de la vie universelle.

Nous le croyons avant tout pour ce qui est de notre Europe. Quelle fut, en effet, la cause initiale des terribles déchirements qu'elle a subis, sinon la passivité que trop d'États, parce

qu'ils doutaient d'eux-mêmes, ont longtemps et séparément montrée face à celui qui prétendait la dominer ? Comment pourrait-il arriver qu'elle fût, demain, jetée dans une nouvelle catastrophe autrement que par un conflit qui, à la faveur d'un honteux effacement des souverainetés nationales, surgirait entre deux grandes puissances, confrontées le long d'une ligne qui est cependant, extérieure à leurs propres frontières et qui coupe notre continent ? Comment ferait-on disparaître la situation menaçante et stérile où le système des blocs opposés maintient aujourd'hui l'Europe, sans que les nations de son Occident, de son Centre et de son Orient veuillent pratiquer entre elles la détente, l'entente et la coopération qui, seules, pourront lui permettre de régler ses propres problèmes, notamment le problème allemand, d'organiser sa sécurité, de développer complètement ses ressources ses capacités ? Il va de soi qu'un changement aussi étendu des conditions actuelles exclut toute emprise étrangère sur les couples de notre continent et implique que chacun d'entre eux ne s'exprime que par sa propre voix et n'agisse que pour son propre compte.

On sait, chez nous, que telle est la direction que la Roumanie a choisi de prendre et que, sans qu'elle cesse de se tenir en contact étroit avec ses voisins, en particulier avec Moscou, ses rapports avec l'Ouest et, d'abord, avec Paris revêtent un caractère nouveau. On sait, chez vous, que la France en fait tout justement autant. En effet, elle se dégage, non point certes de ses amitiés occidentales, mais de toute subordination atlantique, qu'elle soit politique, militaire ou monétaire. Elle rétablit avec les nations de l'Est et du Centre de l'Europe, et d'abord avec la Russie, les cordiales relations qu'elle avait entretenues si longtemps et si utilement. Elle vient en ma personne, à l'aimable citation de M. le Président Ceausescu et après la fructueuse visite faite à Paris, voici quatre ans, par M. le Président Maurer, saluer la Roumanie chez elle et marquer que nos deux peuples renouent fraternellement et librement la chaîne des temps.

Oui ! pour l'union de notre continent, donnons ensemble l'exemple. Faisons le pour des raisons qui sont, assurément, régionales et européennes, mais qui, par là même, intéressent tout le genre humain. Car la civilisation des machines, si elle porte au monde de notre temps de très vastes possibilités d'affranchissement et de bien-être, contient aussi tous les moyens l'oppression et de la destruction. En outre et à mesure que son rythme s'accélère, elle crée des différences grandissantes entre les peuples déjà transformés et ceux qui ne le sont pas encore. A moins que les premiers n'apportent aux seconds une aide massive et organisée - ce dont les États de notre continent, lorsqu'ils se réuniraient, seraient, par excellence, capables - il en résulte des risques d'injustices, de fureurs, de luttes de plus en plus odieuses et ruineuses. Hier, ce fut l'Europe qui, en se déchirant, jeta l'univers au malheur. Aujourd'hui, c'est elle qui, en se rassemblant, peut et doit y rétablir, d'un bout à l'autre, un équilibre raisonnable, lui assurer partout la paix, le conduire tout entier au progrès.

En vérité, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, l'accord actif et résolu de la Roumanie et de la France, tandis qu'il renforce l'indépendance de l'une et de l'autre, est pour l'Europe un élément de son salut et, pour tous les hommes, un service qui leur est rendu.